



Bulletin du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques

Gestion des risques et dynamique des territoires
la sécurité, le sentiment d'insécurité et l'aménagement du territoire

Veilleure associée : Isabelle Boucher, ministère des Affaires municipales et des Régions

La sécurité représente l'une des trois composantes d'une ville « vivante et attrayante » (great cities). C'est du moins ce que prétend l'urbaniste Joel Kotkin dans son livre The City : a Global History, lancé en avril dernier et dont la parution fut soulignée par le réseau Planetizen, dans son bulletin du 8 avril 2005 : The three major characteristics of great cities are that they are sacred, safe and busy.

Plusieurs écrits témoignent du souci des gens de vivre dans des villes sécuritaires et, surtout, du rôle joué par le sentiment de sécurité dans leur qualité de vie. Les références aux événements du 11 septembre 2001 abondent et semblent marquer un point tournant dans les façons de faire de plusieurs institutions et organismes. Mais de quel type de sécurité parle-t-on? Quel est le lien entre terrorisme et aménagement du territoire? De quelle façon les aménagements dits « sécuritaires » influent-ils sur la perception qu'ont les citoyens de leur ville?

La définition de la sécurité

La notion de sécurité est large et recoupe notamment la sécurité civile, la sécurité publique, la sécurité routière, la sécurité contre l'incendie et le sentiment d'insécurité. La Ville de Québec, dans sa politique de sécurité, s'exprime ainsi à ce propos : « La notion de sécurité fait référence à un état ou à une situation dépourvu de menaces d'ordre physique, matériel ou moral et qui contribue à une perception d'être à l'abri du danger. Trois conditions de base sont nécessaires à l'atteinte d'un niveau optimal de sécurité dans une ville, soit le contrôle des dangers de blessures, le respect de l'intégrité physique, matérielle ou morale de la personne et le climat de cohésion, de paix sociale et d'équité protégeant les droits et libertés. »

Le sentiment d'insécurité

Dans le domaine de l'aménagement, les préoccupations actuelles sont, notamment, axées sur le sentiment d'insécurité et ses implications quant à la conception des lieux d'une ville. Le sentiment d'insécurité est également décrit dans la Politique de sécurité urbaine de la Ville de Québec : « [...] le sentiment d'insécurité réfère à la perception qu'ont les gens de leur vulnérabilité face à une éventuelle menace. Les chercheurs ont identifié quatre éléments importants du sentiment d'insécurité : la peur des délits impliquant des contacts personnels avec l'agresseur, la peur des inconnus parce qu'ils peuvent être source d'événements imprévus, la peur des contextes suspects comme la nuit ou certains lieux déserts (mal éclairés) et la peur de la rue pour son trafic, ses feux de circulation, le bruit et l'action. »

(suite à la page 2)

(suite de la page 1)

Wilson et Kelling, auteurs de la théorie des *broken windows* soutiennent, quant à eux, qu'il existe un lien direct entre criminalité et sentiment d'insécurité. Ils prétendent que l'insécurité urbaine prédispose aux incivilités physiques et sociales. Leur théorie est la suivante : si une fenêtre d'un bâtiment n'est pas réparée, les carreaux des autres fenêtres ne tarderont pas à être cassés. Ils s'expliquent : si une incivilité, aussi mineure soit-elle, n'est pas réprimée, elle risque d'entraîner une baisse du sentiment de sécurité chez la population d'un quartier. Cette incivilité conduit les résidents à se retirer des lieux publics (rues, parcs, places publiques) et de la vie communautaire. L'absence progressive de surveillance « citoyenne » des lieux publics participe à la recrudescence des incivilités (vandalisme, mendicité, délinquance) et, donc, à la criminalité.

Certaines études ont toutefois démontré que la seule élimination des incivilités ne permet pas de supprimer le sentiment d'insécurité. Les incivilités sont également liées à la qualité de l'aménagement urbain. Ainsi, des espaces publics clos, non visibles depuis la rue, favorisent la multiplication des incivilités.

Par ailleurs, il ressort de l'étude de Trudel, *Les incivilités physiques et sociales et le sentiment d'insécurité dans l'environnement urbain : la théorie « Broken Windows » revisitée*, que, pour agir efficacement sur le sentiment d'insécurité, les interventions issues du partenariat public-communautaire sont autant, sinon plus efficaces que la réduction des incivilités.

Le Forum urbain mondial 2006

L'importance de la participation communautaire est ainsi la prémisse d'un programme de recherche sur la ville sécuritaire mené dans le cadre du Forum urbain mondial 2006 qui se déroulera à Vancouver. Ce forum sera organisé par ONU-HABITAT, le Programme des établissements humains des Nations Unies pour la promotion d'agglomérations et de villes socialement et écologiquement durables.

Le programme de recherche repose sur la proposition suivante : « Bien que la sécurité de l'individu y soit le plus à risques, les villes représentent néanmoins notre meilleur espoir de mettre en place le plus haut niveau de sécurité pour le plus grand nombre d'individus. » Les auteurs misent ainsi sur la participation communautaire et la responsabilité individuelle pour améliorer la sécurité urbaine.

Le programme aborde également le thème de l'insécurité urbaine, mais sous un vocable différent : les paysages de la peur, liés à des problèmes locaux, propres aux villes, tels les immeubles désaffectés, les rues qui se détériorent et les concentrations de pauvreté qui affaiblissent le tissu des collectivités.

L'American Planning Association et la sécurité

L'American Planning Association (APA) s'est également penchée sur la question des « paysages de la peur », de l'insécurité et du design sécuritaire. L'APA est l'organisme états-unien de référence en matière d'aménagement du territoire et de planification. Elle représente plus de 37 000 professionnels et constitue l'un des lobbys les plus importants des États-Unis dans le domaine de l'aménagement.

En mars 2005, l'APA a adopté un guide d'élaboration des politiques portant sur la sécurité des aménagements urbains. L'organisme états-unien constate que les mesures de sécurité implantées à la suite des événements du 11 septembre ont finalement instauré un climat de peur et de crainte dans plusieurs centres urbains. Il juge qu'il est maintenant nécessaire d'assurer une meilleure intégration de la sécurité et du design afin de créer des espaces de meilleure qualité.

Le problème, c'est que les mesures traditionnellement introduites pour l'aménagement de villes sécuritaires sont contraires aux principes des collectivités viables véhiculés par l'APA et nombre d'urbanistes nord-américains et européens, soit la densité des milieux habités, l'accessibilité, la convivialité des espaces publics et la mixité des usages.

L'APA, par sa politique, propose donc d'intégrer la sécurité à la planification d'un quartier, afin qu'elle devienne une plus-value plutôt qu'une contrainte à la qualité de vie. L'organisme prône une approche étroitement liée à la qualité de vie et à la sécurité, comme celle développée par Oscar Newman dans son ouvrage *Creating Defensible Space*, comme le concept de *eyes on the street*, dont faisait état Jane Jacob dans les années 1960, et comme le *Crime Prevention Through Environmental Design* (CPTED) appelé « architecture de prévention situationnelle » en France.

De façon plus précise, on recommande que le design urbain tienne compte de la surveillance des lieux par les gens qui y habitent et y travaillent et on préconise le contrôle naturel des accès par la configuration des aménagements, la délimitation des espaces publics, semi-publics et privés (*territoriality*), des éclairages conçus de façon à assurer la sécurité et la convivialité de l'espace, etc.

En outre, l'APA nous renvoie au projet du *National Capital Urban Design and Security Plan*, publié par la National Capital Planning Commission for Washington DC, qu'elle reconnaît comme un modèle d'intégration de la sécurité au design urbain.

Des exemples d'aménagement sécuritaire

Pour illustrer de quelle façon il est possible d'intégrer le design, la sécurité et la convivialité à l'aménagement urbain, esquissons rapidement les composantes de deux projets états-unis.

Pour le nouveau palais de justice fédéral construit récemment à Seattle, la firme d'architectes-paysagistes a conçu des aménagements qui se voulaient, d'une part, sécuritaires et, d'autre part, accueillants et agréables pour la population, selon une conception en sept étapes. L'approche, fondée sur le principe de la course d'obstacles, visait à empêcher un camion rempli d'explosifs de s'approcher du palais de justice.

Le défi, dans le cadre de ce projet, consistait, comme nous l'avons dit plus haut, outre à assurer la sécurité du bâtiment, à concevoir une place publique attrayante pour la population. Les interventions ont été les suivantes :

- l'utilisation d'un plan d'eau, situé entre le bâtiment et la rue, de façon à rendre plus difficile l'atteinte du bâtiment par un véhicule;

- l'aménagement de l'espace compris entre la rue et le bâtiment en plusieurs niveaux;
- la fabrication d'enseignes à partir de matériaux très résistants, tels le béton et l'acier, pouvant servir de barrière;
- la disposition de bancs publics sur le périmètre du lieu toujours de façon à servir de barrière;
- l'alignement d'arbres destinés à ralentir un véhicule qui s'avance rapidement vers le bâtiment;
- l'utilisation de mâts d'éclairage en matériaux robustes;
- l'emplacement de bollards qui semblent protéger les arbres, mais qui, en fait, sont conçus de façon à empêcher les véhicules de pénétrer sur les lieux.

La même firme d'architectes-paysagistes a aussi collaboré au projet du *National Capital Urban Design and Security Plan*, à Washington DC. Dans ce cas, l'objectif consistait à améliorer la circulation et l'apparence de la ville, après que celle-ci eut installé des blocs de béton et d'autres dispositifs de sécurité. L'exercice avait pour but de restreindre l'accès à certains bâtiments stratégiques par l'aménagement d'un périmètre de sécurité. Comme dans le cas de Seattle, le périmètre est constitué d'un mobilier urbain conçu de manière à résister aux chocs et disposé de façon serrée afin qu'un véhicule ne puisse circuler entre ses divers éléments.

Le mobilier comprend des bacs de béton camouflé par les végétaux qui y sont plantés et les bancs publics qui y sont accolés, un système d'éclairage urbain intégrant des mâts qui résistent aux impacts, des clôtures métalliques décoratives, etc. Les barrières de béton de type *jersey* et les blocs de béton qui limitent la circulation ainsi que les accès disparaissent au profit d'un mobilier adapté à la fréquentation des lieux.

On qualifie souvent les villes de sécuritaires lorsque le taux de criminalité y est peu élevé, mais il n'y a pas de lien entre sécurité et sentiment d'insécurité. Par exemple, une fois installés, les dispositifs de sécurité, comme les barrières *jersey* et les blocs de béton, la population de Washington s'est sentie encore plus effrayée. Cela a été également le cas à Liège, en Belgique, où le sentiment d'insécurité s'est accru depuis quatre ans, bien que les statistiques sur la criminalité soient à la baisse. Des intervenants ont même constaté que, lorsqu'une campagne de prévention est organisée dans un lieu, le sentiment d'insécurité s'y développe.

Si la lutte contre le terrorisme, la criminalité et l'incivilité incite les villes à installer des dispositifs de sécurité sur leur territoire, encore faut-il qu'ils soient bien intégrés au paysage et qu'ils ne diminuent pas la convivialité de l'espace public. Or, le mobilier urbain conçu en fonction de la sécurité peut lui aussi provoquer l'indignation des usagers. Ainsi accusait-on, dans le *Nouvel Observateur* de novembre 2004, le design sécuritaire de rendre les villes inhospitalières et de convertir les habitants en spectateurs plutôt qu'en acteurs de leur ville. On cite l'exemple de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) qui a modifié le design de ses bancs publics afin de rendre la vie plus difficile aux « indésirables » qui y dormaient. Même chose aux Halles de Paris, où les pelouses sont arrosées régulièrement de façon à éviter que les sans-abri viennent y dormir, la présence des itinérants étant susceptible de créer un sentiment d'insécurité.

Le processus de revitalisation du centre-ville de Los Angeles, entrepris à la fin des années 1980, suit également cette tendance. Une série de mécanismes architecturaux ont été conçus de façon à expulser indirectement les sans-abri. Les toilettes publiques ont ainsi été supprimées, ce service étant dorénavant offert par les commerçants. Les itinérants y ont donc plus difficilement accès. Des bancs à la forme arrondie remplacent les anciens, des systèmes d'arrosage des végétaux fonctionnent la nuit de façon aléatoire, etc.

Conclusion

Soulignons le défi que pose l'intégration de la sécurité au design urbain. Pour qu'une ville soit agréable à vivre, il faut non seulement qu'elle soit sécuritaire, comme le note Kotkin, mais qu'elle permette aussi à la population de s'y sentir en sécurité. Et ce sentiment de sécurité varie en fonction de la perception qu'ont les gens de leur ville, ce qui explique la complexité de l'intégration de la sécurité dans l'aménagement du territoire.

L'entremêlement du design sécuritaire et du sentiment d'insécurité semble préoccuper l'Europe également. La Charte d'Athènes de 2003, adoptée par le Conseil européen des urbanistes, résume bien la dimension globalisante de la sécurité urbaine. Le chapitre intitulé « Ville rassurante » fait état de ce qui suit : « Le concept de zones urbaines comme zones de non-combat doit être promu et imposé par des accords et des traités internationaux. L'aménagement du territoire et l'urbanisme doivent promouvoir des mesures contre les causes du mal-être social et de l'insécurité urbaine. Ils doivent s'engager à lutter pour une qualité de l'espace bâti, pour redonner un sens d'identité au territoire auquel chaque ville appartient et de bien-être social, de solidarité entre générations, pour élever le sentiment d'assurance personnelle et de sécurité en ville. »

Outre les approches du design urbain sécuritaire évoquées ici, on ne peut masquer l'émergence d'un nouveau sentiment d'insécurité plus diffus, d'une insécurité plus particulièrement liée à certains phénomènes, tels les catastrophes naturelles ou les attaques terroristes. La ville protectrice d'autrefois devient, ces années-ci, source d'insécurité. Les murs, enceintes et fortifications anciennes ne sont plus utiles face aux attentats qui touchent les zones urbaines très fréquentées (New York, Londres, Madrid), face aux ouragans (*Katrina*), tsunamis (en Indonésie) et autres catastrophes du genre. Le vrai défi se limite-t-il à aménager des villes sécuritaires?

Note. – Ce texte fait suite à une fiche synthèse publiée dans le site du RVIPP en juin 2005, de même qu'à une rétroaction du veilleur Olivier Lamalice, du ministère de la Sécurité publique. On se référera à la fiche synthèse originale pour la bibliographie complète.

Résumé de documents de documents

Voici trois documents de veille, ou leur résumé, qui ont été déposés dans le site du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques entre le 19 novembre 2004 et le 30 juin 2005.

GOVERNE – DÉVELOPPEMENT DURABLE **Une nouvelle stratégie britannique de développement durable (Clip 4193)**

Veilleur associé : André Bzdera, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Le gouvernement britannique dévoilait, le 7 mars 2005, sa nouvelle stratégie de développement durable pour la période 2005-2020, *Securing the Future*, qui comprend, en sus de la stratégie elle-même, une vision commune du gouvernement central et des trois gouvernements régionaux (pays de Galles, Écosse et Irlande du Nord).

Le nouveau plan remplace celui de 1999, *A Better Quality of Life*, et se veut une réponse aux critiques formulées par le Conseil consultatif britannique du développement durable en 2004 (*Shows Promise, But Must Try Harder*). (Voir la Fiche 3857 dans le site du Réseau.)

La volonté du gouvernement britannique est, pour l'instant, bien accueillie par le Conseil consultatif, dont le rôle de chien de garde sera renforcé. Le Conseil pourrait même devenir un secrétariat rattaché au pouvoir exécutif.

La nouvelle stratégie britannique apporte plusieurs changements à la mise en œuvre et au suivi du plan. Le gouvernement propose de suivre un ensemble de 68 indicateurs, dont 20 indicateurs « nationaux », appelés à remplacer les 15 indicateurs phares de l'ancienne stratégie. Il s'engage, de plus, à entreprendre toute action nécessaire si l'atteinte des objectifs ou des engagements politiques semble compromise selon les indicateurs. En 2004, le Conseil consultatif avait critiqué l'inaction gouvernementale au moment où les indicateurs dévoilaient des tendances allant dans la mauvaise direction.

De plus, le gouvernement britannique accepte désormais de confier l'évaluation de la mise en œuvre de sa stratégie à une agence indépendante par le renforcement du rôle du Conseil consultatif. Selon lui, l'évaluation du progrès accompli ne peut se faire lorsque c'est le gouvernement lui-même qui évalue ses propres actions. On remarque ainsi que le dernier rapport annuel de la stratégie britannique, celui de 2004, a été préparé par une firme externe.

Le concept de développement durable est aussi modifié par l'adoption de la nouvelle stratégie britannique : le gouvernement y remplace la notion de « croissance économique » par la notion d'« économie durable ». Il met aussi l'accent sur la définition proposée par la commission Brundtland en 1987.

Sources :

GOVERNEMENT DU ROYAUME-UNI. *The UK Government Sustainable Development Strategy*, mars 2005.
<http://www.sustainable-development.gov.uk/publications/uk-strategy/uk-strategy-2005.htm>

Site de la United Kingdom Sustainable Development Commission :
http://www.sd-commission.org.uk/pages/media/UK_strategy.html

Les documents portant sur la stratégie britannique de 1999 sont accessibles dans le site gouvernemental :
<http://www.sustainable-development.gov.uk/publications/publications.htm>

GOVERNE – ÉCONOMIE **Le Québec n'est pas le cancre économique qu'on dit (Clip 4323)**

Éditeur-coordonnateur : Ugo-Mercier Gouin, ministère du Conseil exécutif

Sous le titre *Le Québec n'est pas le cancre économique qu'on dit*, deux économistes du Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques publiques et l'emploi (CIRPÉE), MM. Alain Guay et Nicolas Marceau, abordent le délicat dossier de la remise en question du modèle québécois. Le CIRPÉE s'intéresse plus particulièrement aux avantages et aux coûts liés aux politiques publiques. Il regroupe des chercheurs – généralement considérés comme progressistes – des universités Laval et du Québec à Montréal, de HEC Montréal, ainsi que des universités McGill et Concordia.

L'étude ne présente pas un portrait de la situation économique du Québec, elle suit plutôt son évolution de 1981 à 2003, et c'est là son plus grand intérêt. Ainsi, même si on peut se désoler que le taux de chômage du Québec soit supérieur à celui de l'Ontario, il est beaucoup plus instructif de savoir que l'écart diminue constamment depuis vingt ans. Le texte a aussi la très grande qualité de bien vulgariser le propos et, donc, d'être accessible à tous.

Voici les points sur lesquels la situation du Québec a connu une amélioration par rapport à celle du reste du Canada, et plus généralement de l'Ontario :

- le produit intérieur brut (PIB) *per capita*;
- le revenu réel *per capita*;
- le taux de chômage, surtout celui des 15-44 ans;
- l'emploi *per capita*;
- le taux de participation au marché du travail;
- le nombre de jours d'arrêt de travail *per capita*.

Le Québec a rejoint, et même surpassé le reste du Canada sur les deux aspects suivants :

- les dépenses en recherche et développement (RD) proportionnellement au PIB;
- le pourcentage de la population ayant terminé ses études secondaires.

Sur d'autres plans, le Québec n'a fait qu'accroître son avance sur le reste du Canada pour toute la période observée, en particulier en ce qui concerne :

- le pourcentage des 15-44 ans ayant terminé leurs études secondaires;
- le taux de criminalité, qui est le plus bas pour chaque tranche de 100 000 habitants.

C'est d'ailleurs au taux de scolarisation et à l'investissement en RD que les chercheurs attribuent le rattrapage du Québec. Ils vont plus loin et soutiennent que l'avance du Québec sur ces deux derniers points lui permettra sans doute de rejoindre assez rapidement les provinces qui le devancent encore quant aux autres données mentionnées ci-dessus, et même de les surpasser.

À souligner également quelques données sur la taille de l'État, en décroissance relative, ainsi que sur la moins grande prévalence de la pauvreté et le partage de la richesse où, là encore, le Québec est dans le peloton de tête.

La plupart des indices dont il est fait état dans l'article seront donc fort utiles à quiconque voudra suivre l'évolution de la société québécoise, car les grands domaines – l'économie, l'emploi, l'éducation, la recherche, la sécurité et la pauvreté – y sont traités.

Source :

GUAY, ALAIN, ET NICOLAS MARCEAU. *Le Québec n'est pas le cancre économique qu'on dit*, in *L'Annuaire du Québec 2005*, Institut du Nouveau Monde, 2005, 17 p.

GOVERNE – DÉMOCRATIE

Y a-t-il un déficit démocratique? (Fiche 3964)

Veilleur associé : Patrick Champagne, ministère des Affaires municipales et des Régions

La naissance d'un concept

Au Québec, l'expression « déficit démocratique » est de plus en plus employée, après être apparue dans le cadre des débats ayant porté sur le manque de représentation citoyenne au sein des instances de l'Union européenne. Au cours de la décennie 1970-1980, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer l'octroi de pouvoirs législatifs au Conseil de l'Union européenne, composé d'un ministre de chaque pays membre de l'Union, au lieu que ceux-ci soient confiés au Parlement de l'Union, formé, quant à lui, de députés élus au suffrage universel.

Avec le temps, l'expression a traversé l'Atlantique et en est venue à désigner non seulement le manque de représentation des corps élus, mais aussi différentes lacunes des régimes démocratiques. Aujourd'hui, plusieurs remettent en question le recours grandissant à cette notion¹. Celle-ci, comme d'autres concepts à la mode, est utilisée à toutes les sauces et dans des contextes très variés.

Une définition

Dans l'expression *déficit démocratique*, le mot *déficit* n'implique pas nécessairement l'absence totale d'une chose, comme le laisse entendre le vocabulaire économique. Il représente plutôt la notion de « manque qui entraîne un déséquilibre », à l'exemple des locutions *déficit affectif*, *déficit hormonal*, etc.

Le concept de démocratie, quant à lui, renvoie à la forme représentative de la démocratie, soit la capacité d'un peuple à exercer lui-même sa souveraineté en choisissant librement ses représentants. Concrètement, toutefois, sa mise en pratique repose sur un « consensus social » qui varie dans l'espace et dans le temps. Une pratique considérée comme démocratique à une époque et à un endroit donnés peut ne pas l'être à un autre moment ou dans un autre lieu.

À la lumière de ces deux précisions, il est possible de définir la notion de *déficit démocratique* comme « un déséquilibre entre la façon dont les citoyens exigent d'être représentés et la façon dont ils le sont dans les faits ».

Quelques limites à l'utilisation de l'expression *déficit démocratique*

Si la définition ci-dessus s'applique parfaitement à son contexte d'origine, il ne semble pas qu'elle soit appropriée en toute circonstance, car elle ne rend pas toujours compte de la complexité et

des conséquences des phénomènes analysés. Elle risque, en fait, d'introduire plus de confusion que de clarté et de simplifier ou de caricaturer certains phénomènes, donnant lieu à des solutions inappropriées.

L'expression *déficit démocratique* est souvent utilisée dans le sens général de « crise de la démocratie », d'une inadéquation entre les aspirations démocratiques des citoyens et la réalité. Mais son utilisation semble plutôt alarmiste et occulte le caractère évolutif de la démocratie. Cette dernière est, en soi, un idéal, une quête, ce qui implique que les régimes démocratiques sont en constante évolution. Le droit de vote accordé aux femmes, la mise sur pied de mécanismes de consultation des citoyens et l'amélioration de la sûreté des mécanismes du vote en sont autant d'exemples. En ce sens, il est normal que les attentes citoyennes face aux régimes démocratiques ne soient pas toujours comblées. Dans certains contextes, l'expression *déficit démocratique* n'est pas inadéquate, mais elle ne décrit qu'une caractéristique découlant de la nature même de la démocratie.

Il paraît plus approprié de parler de « désengagement politique » ou de « désillusion politique » pour traiter de phénomènes comme ceux de la diminution de la participation électorale ou du refus des citoyens de prendre part à la vie démocratique. Ces phénomènes sociopolitiques sont complexes et ne peuvent se limiter à la seule notion de déséquilibre entre l'idéal démocratique et la réalité.

Dans le même sens, il semble exagéré et réducteur d'associer certains abus ou lacunes « techniques », comme la fraude électorale, la défaillance des nouvelles technologies utilisées au moment du scrutin, et même la déficience des modes de scrutin, au déficit démocratique. Dans ces cas, il semble plus à propos de parler de déficience des mécanismes de mise en œuvre de la démocratie.

La diminution de la participation électorale

On constate par ailleurs que les prémisses avancées pour démontrer l'existence d'un déficit démocratique sont rarement remises en question. L'une des plus répandues est, sans contredit, la diminution des taux de participation électorale.

On observe effectivement une baisse de la participation électorale dans certains États occidentaux, mais ce n'est pas le cas partout, notamment au Québec. Même si le taux de participation fut faible aux dernières élections provinciales, il respecte néanmoins l'amplitude des taux de participation observés depuis les années 1930, qui oscillent entre 70 % et 85 %.

La question mérite également d'être abordée sous un autre angle. Est-ce qu'une baisse de la participation électorale signifie nécessairement un affaiblissement de la représentation? La réponse n'est pas si évidente. La liberté de ne pas voter est, après tout, un privilège inhérent à plusieurs démocraties. Des citoyens peuvent très bien ne pas voter, en toute connaissance de cause et pour différentes raisons. Le problème relève peut-être alors bien plus d'un désintérêt, d'un désengagement ou d'une désillusion politique et ne serait en rien lié à la notion de représentation. La réflexion mérite d'être approfondie.

Enfin, il faut rester prudent quant à la valeur méthodologique de certaines comparaisons. En ce qui concerne les élections municipales québécoises, par exemple, le manque de données valables et les modifications territoriales nous empêchent souvent de dresser des portraits révélateurs. Il en va de même des comparaisons interétatiques qui sont parfois périlleuses, compte tenu des nombreuses différences qui existent entre les régimes politiques.

1. Voir, entre autres, Laurence Bherer 2005, « Les promesses ambiguës de la démocratie participative », in *Éthique Publique*, vol. 7, n° 1 : 82-90.

Liste des documents produits

documents produits

Trois types de documents sont présentés dans le site du Réseau gouvernemental de veille, soit le clip, la fiche et le dossier; vous trouverez ci-dessous la liste des documents produits du 16 novembre 2004 au 30 juin 2005.

Les documents annonçant des activités qui ont déjà eu lieu n'ont pas été retenus, sauf si un compte rendu en a été ajouté. Les documents sont classés selon l'ordre alphabétique des auteurs. Le ministère ou l'organisme indiqué est celui où l'auteur exerçait ses fonctions au moment où il a rédigé le document.



CLIPS

Al-Hayek, Rosemary; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Signature de la Convention d'Aarhus par le Royaume-Uni

Arseneau, Maxime; ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

- Ambiguïtés de l'intégration européenne
- Contribuer au développement du Mexique

Aclair, Stéphane; Revenu Québec

- Fiscalité : améliorer le rapport entre le contribuable et l'administration

Belgue, David; Bureau de la Capitale-Nationale

- Initiative du gouvernement ontarien pour une « Ceinture de verdure » autour de Toronto
- La formation virtuelle au service des entreprises à Ottawa

Blais, Pierre; ministère des Affaires municipales et des Régions

- Portrait des politiques et programmes publics en matière d'infrastructures aux États-Unis
- Utilisation de l'eau dans les municipalités du Québec et des autres provinces et territoires du Canada

Blanchard, Henri-Paul; ministère des Relations internationales

- La Francophonie : disparités et enjeux économiques
- Le projet de Convention internationale sur la diversité culturelle comme réponse au marché mondial de la culture
- Les États face aux « nouveaux acteurs »
- Quel avenir pour le modèle japonais?

Boucher, Isabelle; ministère des Affaires municipales et des Régions

- Forum international sur les paysages protégés – compte rendu

Boucher, Marc; ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

- Chronique d'une mort annoncée
- Commission européenne : combattre l'homophobie dans le domaine de l'emploi
- Délocalisations et fonctions cadres en Europe
- Dénatalité, vieillissement et... immigration
- Immigration et religion
- Impact de l'émigration sur les pays d'Afrique
- Intégration des nouveaux arrivants aux États-Unis
- L'antisémitisme dans le monde
- Mariages interculturels
- Migration interne et développement : une perspective globale
- Migrations sans frontières

- Opinion des dirigeants en matière de vieillissement
- Profil socio-démographique des personnes d'origine asiatique et océanienne en Californie
- Racisme en France
- Sélection des étudiants étrangers
- Tendance famille
- Vieillesse de la main-d'œuvre en soins infirmiers
- Vieillesse de la population européenne

Bourassa, Jean; ministère du Conseil exécutif

- Sentence d'un tribunal autochtone maintenue par la Cour d'appel de Terre-Neuve

Bourgoin, Sophie; Revenu Québec

- Pour mieux administrer le système fiscal canadien

Bzdera, André; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- La loi sur les énergies renouvelables menacée en Allemagne
- Nouvelle étude sur la mise en œuvre des stratégies nationales de développement durable en Europe
- Une nouvelle stratégie britannique de développement durable
- Vers un premier parc éolien au large des côtes allemandes

Carette, Denis; ministère de la Santé et des Services sociaux

- Le centre de services partagés : le meilleur des deux mondes

Carter, David; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Présence de canola canadien modifié génétiquement au Japon
- Projet européen sur la coexistence et la traçabilité des OGM
- Registre des contaminations d'OGM à travers le monde

Cayouette, Sophie; ministère de la Sécurité publique

- Registre national des délinquants sexuels

Champagne, Patrick; ministère des Affaires municipales et des Régions

- Partenariats : le rôle des syndicats européens dans l'administration des politiques sociales

Chebou, Pierre; ministère des Transports du Québec

- Démantèlement et recyclage des navires hors d'usage : amorce d'une approche internationale coordonnée

Daignault, Sébastien; ministère du Conseil exécutif

- Corridor commercial Québec–New-York : le défi de la gestion frontalière
- Dominique de Villepin veut remettre la France en marche
- La France a besoin de ses quinquagénaires

Deblois, Marc; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Changements climatiques : les modes d'analyses économiques actuels ne refléteraient pas la réalité
- Conférence des maires américains : résolution visant à créer une coalition de villes pour combattre les émissions de gaz à effet de serre
- Des éoliennes sur les toits d'Écosse
- Des hypothèques vertes pour améliorer le degré d'efficacité énergétique des maisons aux États-Unis
- Fiscalité verte visant l'économie d'énergie en France
- General Electric réclame du gouvernement américain une politique claire en matière de changements climatiques
- La Norvège entend réduire massivement ses émissions de gaz à effet de serre
- Le coût de l'énergie éolienne devient de plus en plus compétitif
- Lutte aux changements climatiques : le Canada adhère à des partenariats internationaux
- Partenariat entre l'industrie automobile et le Département de l'énergie dans le cadre de financement de projets d'efficacité énergétique aux États-Unis
- Post-Kyoto : les ministres européens de l'environnement en faveur de réductions ambitieuses des émissions de gaz à effet de serre
- Première locomotive verte aux États-Unis
- Programme de soutien à l'accès aux énergies propres au Massachusetts
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement : création d'un répertoire financier en énergie renouvelable
- Projet de loi sur l'énergie solaire en Californie
- Protocole de Kyoto : le côté sombre de l'hydroélectricité révélé

Denoual, Gérard; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Achats publics durables aux Pays-Bas
- Durabilité des projets en Suisse
- Environnement et santé : ces maladies créées par l'homme...
- La fiscalité environnementale, levier du développement durable?
- Les coûts environnementaux de l'automobile : une mise en perspective de l'évaluation
- Stratégie française de développement durable
- Thermographie et efficacité énergétique

Desrochers, François; Forum des grandes villes

- Un péage pour poids lourds en fonction des tronçons parcourus en Allemagne

Effemey, Brigitte; Délégation générale du Québec à Londres

- Discours du Trône du Royaume-Uni – 17 mai 2005
- Enquête européenne sur la santé, le vieillissement et la retraite
- ERIK, un réseau régional axé sur l'innovation
- Gestion publique ou privée?
- Hausse de la natalité dans les pays nordiques
- L'avenir de la retraite, un rapport du groupe HSBC
- Livre vert sur le vieillissement de la population au Royaume-Uni
- PPP du métro de Londres : jugement sévère d'une commission parlementaire
- Private Finance Initiative : suggestions de la Royal Society of Chartered Surveyors
- Projet de loi suédois sur l'intimidation à l'école
- Rapport du National Audit Office sur le premier hôpital en mode PFI
- Recours accru au secteur privé dans le National Health Service
- Recueil 2005 de l'OCDE : indicateurs de l'économie, de l'environnement et de la société
- Royaume-Uni : « prébudget » 2004 et meilleure gestion des actifs du secteur public

- Santé mentale : une étude au niveau européen
- Vieillesse de la population au Danemark : un défi pour les finances publiques

Galarneau, Michelle; ministère du Conseil exécutif

- Politique linguistique en France

Girard, Chantal; Institut de la statistique du Québec

- Deux humains de plus à chaque seconde...

Girouard, Chantal; ministère des Transports du Québec

- L'examen de la totalité des coûts des transports au Canada

Gosselin, Benoît; ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

- Force d'attraction des étudiants étrangers
- Modèle d'impact économique de l'immigration en Australie
- Routes et chemins de la diaspora

Gouin, Ugo-Mercier; ministère du Conseil exécutif

- Le Québec n'est pas le cancre économique qu'on dit
- Partenariats publics-privés et concurrence pour le marché

Guilloteau, Jean-François; ministère des Transports du Québec

- Architecture sociale expérimentale à Rezé en France
- Cartes de la tranquillité
- Comparaison des coûts imposés aux entreprises aux États-Unis
- Conférence internationale sur la mobilité des personnes âgées ou à mobilité réduite à Montréal
- Conseils légaux pour la réalisation de PPP
- Création en France d'une cellule de sécurité économique
- Enquête sur les PPP en transport dans les États américains
- Évolution de l'habitat aux États-Unis
- Guide australien des PPP
- Guide britannique des prestations en transport pour les municipalités
- Guide français d'achat public éco-responsable
- Guide français des PPP hospitaliers
- Hyperlien sur le transport et les changements climatiques
- Hyperlien sur les PPP en transport au Québec
- Intégration nord-américaine et transport des marchandises
- Les leçons à tirer des PPP néerlandais en transport
- Mise en concession d'une autoroute existante à Chicago
- Préoccupations des responsables en transport aux États-Unis
- Principes de communication avec les élus locaux aux États-Unis
- Priorités législatives des États américains en 2005
- Site britannique sur la sécurité informatique
- Six règles à respecter pour des PPP qui durent
- Succès des maisons passives en Allemagne
- Véhicules récréatifs qui n'en sont plus
- Vers un étalonnage national aux États-Unis

Holca, Brigitte; ministère des Transports du Québec

- Conférence de presse sur la législation européenne en matière d'OGM
- Effets des émissions polluantes sur la santé
- Portrait socioéconomique des femmes et des hommes de Montréal
- Tony Blair – pourquoi il réussit

Huot-Bolduc, Frédéric; ministère des Relations internationales

- Regards croisés sur les perceptions de l'Europe et de l'Amérique

Jarek, Marzena; ministère du Conseil exécutif

- La gestion collective des sous-ministres adjoints dans la fonction publique fédérale
- Le Guide du sous-ministre du gouvernement fédéral
- Le rôle et les défis contemporains des sous-ministres

- Lente féminisation de la haute fonction publique française
- Réforme de l'encadrement supérieur : l'expérience de sept pays

Lacroix, Daniel; ministère des Relations internationales

- La personnalité internationale du Canada selon le ministre des Affaires étrangères, M. Pierre Pettigrew

Lacroix, Denise; ministère des Finances

- Finances publiques du Québec : constats et point de vue
- Profil économique et financier du Québec – édition 2005

Lafamme, Guy; ministère du Conseil exécutif

- Croissance économique et réforme de la réglementation
- Déréglementation du travail en France et en Allemagne
- Les stratégies de développement industriel en Europe : quelques exemples

Lamallice, Olivier; ministère de la Sécurité publique

- *Boot camps* : chronique d'une mort annoncée
- *L'Express* s'intéresse au mouvement communautaire québécois
- 32^e congrès de la Société québécoise de criminologie : le terrorisme au Québec
- Dossier de la BBC sur le nouvel esclavage
- Dossier de la revue *Nature* sur la grippe aviaire
- La fin des peines minimales aux États-Unis?
- La globalisation des gangs de rue?
- La peine de mort s'essouffle aux États-Unis
- Le système carcéral comme enjeu des prochaines élections mexicaines
- Les pirates écumés par le tsunami
- Les prisons « supermax » contestées
- Souriez, vous êtes fiché...
- Un musée dans une prison à sécurité maximale
- Un nouvel outil de recherche académique signé Google
- Une initiative portugaise en matière de services aux immigrants
- Une mine d'information : la *Political Theory Daily Review*
- Une réforme du système correctionnel californien serait en vue
- Vers l'emprisonnement à vie pour les détenus de Guantanamo?

Lambert, Michel; ministère des Relations internationales

- Blogs et actualités internationales
- La délocalisation de la richesse
- La vulnérabilité des infrastructures états-uniennes face au terrorisme
- L'actualité internationale telle que perçue par des journalistes des États-Unis
- L'attrait des États-Unis pour le militarisme
- Le combat des États-Unis contre l'insécurité en Amérique latine
- Moyens et solutions pour éradiquer la pauvreté dans le monde

Lavoie, Alain; ministère des Affaires municipales et des Régions

- Un logiciel pour établir des stratégies de financement réalistes pour les infrastructures urbaines liées à l'environnement

Leclerc, Richard; ministère des Relations internationales

- Accroître la confiance des États-Unis : la réponse canadienne aux menaces terroristes
- Anticiper l'avenir dans les relations internationales (*Mapping the Global Future*)
- Énoncé de politique internationale du Canada : accroître la sécurité et la prospérité
- Faible rétention au travail et insatisfaction des agents du service extérieur du ministère des Affaires étrangères du Canada
- Faire face à la concurrence de la Chine et de l'Inde en Amérique du Nord : des solutions pour le Québec

- Impacts de la croissance économique de la Chine sur la demande des ressources naturelles du Québec
- L'attitude des Québécois à l'égard de la politique canadienne de défense et de sécurité
- Le Canada et le Québec à la recherche d'un plan d'action pour la Chine
- Le lys et le lotus : les relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950
- Le rejet de la participation canadienne au programme de défense antimissile états-unien : encore la faute du Québec?
- Les États-Unis : l'enfant pauvre des études régionales au Canada
- Les relations internationales de la ville de Montréal de 1960 à 2004 : une perspective historique
- Libéralisation du transport aérien entre le Canada et les États-Unis : qui en profitera?
- L'internationalisation des grandes entreprises québécoises : une conséquence de la libéralisation des marchés?
- Nouvel accord bilatéral de transport aérien Canada-Chine : un meilleur accès aux marchés commerciaux et touristiques chinois
- Plan d'affaires du ministère des Relations internationales et intergouvernementales de l'Alberta (2005-2008)
- Se comparer pour mieux réussir : un exercice d'étalonnage entre la Colombie-Britannique et les pays émergents d'Asie
- Sécurité humaine et périmètre de sécurité nord-américain : quels rôles pour le Québec?
- Un traité nord-américain pour promouvoir la sécurité et la fluidité des échanges
- Une vision stratégique pour la Chine en Australie : un modèle pour le Québec?

Lefebvre, Luc; ministère des Transports du Québec

- Développement au Québec d'une architecture pour les systèmes de transport intelligents

Létourneau, Lorraine; ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

- La situation économique et sociale dans le monde en 2004
- Tendances professionnelles du Canada urbain et rural

Luciani, Andrée; ministère des Transports du Québec

- Dictionnaire du vocabulaire de l'administration publique française
- Enquête sur les transports de l'Observatoire national de la vie étudiante de France
- Futuribles présente la veille et la prospective au Québec
- Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes
- Le projet européen SCATTER : « Villes étalées et transports : de l'évaluation aux recommandations »
- Quelques pistes pour la sélection d'indicateurs de transport durable
- Rapport de consultation du Parlement britannique sur l'avenir du péage routier national

Martel-Boissonneault, Lise; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Lancement du programme *Green Auto Repair Shop Initiative* en Arizona

Mccollough, Dick; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Conférence sur le développement durable et le partenariat public-privé (PPP)

Mercier, Dominic; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Aller à l'église pourrait endommager vos poumons

- Application du principe du pollueur-payeur pour les poids lourds en Suisse
- Création d'un fonds de financement privé, au Japon, en vue d'atteindre les objectifs nationaux du protocole de Kyoto
- Création d'un réseau d'observation de la Terre
- Création d'une commission de fiscalité environnementale en France
- Des agences fédérales poursuivies pour avoir financé des projets émettant des gaz à effet de serre aux États-Unis
- La fonte des glaciers menace les réserves mondiales d'eau douce
- La lutte à l'effet de serre devra se faire plus féroce après 2012
- Le carbone, et non les sulfates présents dans l'air, serait la cause de maladies cardiaques
- Les glaciers de l'Himalaya fondent dans la plus grande indifférence
- L'impact climatique du transport aérien de voyageurs
- NASA : le réchauffement de la Terre serait confirmé
- Projet de loi visant à bannir des produits chimiques utilisés dans la fabrication de produits pour bébés en Californie
- Rapport international sur l'impact des changements climatiques en Arctique
- Recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques en France
- Subventions de l'État pour l'embauche de jeunes cadres en environnement en France
- Un tiers des océans mondiaux devrait être déclaré zone protégée
- Utilisation de cobayes humains pour tester des pesticides

Meunier, Paul; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Rapport d'enquête sur la perception et l'utilisation des débits environnementaux dans le monde

Noël, Roger; ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

- Colloque « Jeunes, homosexualité et écoles »
- Discrimination sur le marché de l'emploi canadien
- Effets économiques du ralentissement de... l'immigration
- Enclave ethnique et achat d'une propriété
- Immigration et opinion publique en Australie
- Inflation contrainte par l'essor de l'immigration au Royaume-Uni
- Lutte contre les discriminations islamophobes
- Population immigrante américaine
- Réfugiés en 2004
- Sortir ses couleurs
- Stimuler la natalité en Australie
- Un programme de lutte contre l'homophobie dans les écoles au Royaume-Uni

Olivier, Alain; ministère des Relations internationales

- Le triangle États-Unis-Chine-Japon

Péan, Marie José; ministère du Conseil exécutif

- Sécurité, stabilité, développement : les moteurs de l'avenir
- Vers une vision partagée d'un futur souhaitable : un exercice de prospective dans la province de Liège (Belgique)

Roberge, Pascal; ministère du Conseil exécutif

- Grands et misères des mégacités au XXI^e siècle
- La dimension territoriale des politiques de développement au Québec : enjeux contemporains
- Le Québec en profonde mutation
- Montréal : ville nouvelle, ville plurielle
- Montréal, ville de convergences créatives : perspectives et possibilités
- Rapport 2004 de la FAO sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture

Robert, Patricia; Curateur public du Québec

- Colloque Famille et Code civil
- La sécurité des soins de santé au Canada : le thème du dernier numéro de *HealthcarePapers*

Roy, Erwin; ministère des Transports du Québec

- Tendances et politiques cyclables dans les villes canadiennes

Roy, Hugo; Bureau de la Capitale-Nationale

- Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2004

Thomassin, Éric; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Commission européenne : actions en justice pour des manques et améliorations en matière d'évaluation environnementale
- Nouvelle stratégie en matière de transport en commun en Nouvelle-Zélande

Tremblay, Carole; Revenu Québec

- Encourager l'entrepreneuriat, moteur de croissance dans une économie mondialisée

Tremblay, Larry; Secrétariat du Conseil du trésor

- L'art de dénouer les conflits relationnels en milieu de travail
- L'efficacité des régimes provinciaux d'assurance médicament
- La participation au marché du travail selon l'OCDE
- Perspective de l'industrie pharmaceutique selon l'Intercontinental Marketing Services Inc.
- Recommandation d'un système de rémunération au mérite pour le gouvernement fédéral états-unien

Villemagne, Éric; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

- Principales tendances susceptibles d'induire des changements au sein des sociétés industrielles

Willems, Geoffrey; ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

- Contribution des femmes à la performance des entreprises en France
- Discrimination raciale et maladie cardiaque
- Enquête en France sur le gouvernement en ligne
- L'immigration et le vieillissement de la population
- L'entreprise et l'égalité positive en France
- Les mécanismes de type marché dans la prestation de services publics
- Portrait du Canada 2004
- Prévisions en matière d'immigration en Australie
- Reconnaissance des compétences et des diplômes acquis à l'étranger
- Reconnaissance des qualifications professionnelles pour les travailleurs européens
- Régions et vieillissement de la population
- Vieillesse de la population et tensions sur le marché de l'emploi en France

FICHES SYNTHÈSES



Bachand, Patrice; ministère des Relations internationales

- Discussions internationales sur la responsabilité sociale ou citoyenne des entreprises, un nouveau défi pour le gouvernement du Québec

Belgue, David; Bureau de la Capitale-Nationale

- Enjeux du XXI^e siècle pour la région métropolitaine de Boston

Blais, Pierre; ministère des Affaires municipales et des Régions

- Gouvernance locale et décentralisation : les *counties* et les *special districts* états-uniens
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'aménagement du territoire

Boucher, Isabelle; ministère des Affaires municipales et des Régions

- La sécurité, le sentiment d'insécurité et l'aménagement du territoire
- Le *cohousing* : habiter différemment
- Le projet *High Line* : requalification d'une voie ferrée aérienne à New York
- Les toits verts
- Une nouvelle façon de concevoir les voies de circulation

Bouffard, Ginette; ministère des Affaires municipales et des Régions

- Réformes structurelles des gouvernements locaux : expériences du Danemark, de la Suède et de la Norvège

Bzdera, André; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Le Conseil consultatif britannique du développement durable juge sévèrement les réalisations du gouvernement britannique depuis 1999

Carter, David; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Les effets du maïs transgénique au Mexique

Champagne, Patrick; ministère des Affaires municipales et des Régions

- La « capitale canadienne de la haute technologie » rejette le vote par Internet
- Le vote par correspondance : une solution intéressante?
- Société civile et nouvelles demandes d'intégration de l'Amérique du Nord
- Tsunamis : associations municipales et aide humanitaire
- Un processus d'examen public permanent des politiques, programmes et projets pour le Québec?
- Y a-t-il un déficit démocratique?

Daignault, Sébastien; ministère du Conseil exécutif

- *Dewebbing, rewebbing* et planification stratégique

Denoual, Gérard; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Formation au développement durable en France
- Stratégie de développement durable 2005 de l'Union européenne

Effemey, Brigitte; Délégation générale du Québec à Londres

- Discours du Trône 2004 au Royaume-Uni

Gagnon, Robert; Société d'habitation du Québec

- Le traitement fiscal de la propriété résidentielle dans certains pays

Galarneau, France; ministère du Conseil exécutif

- Infrastructures publiques : un plan quinquennal durable de 30 milliards en Ontario
- Principes actifs en étalonnage
- Virage amorcé en gestion publique canadienne

Gouin, Ugo-Mercier; ministère du Conseil exécutif

- La dépendance face à l'État chez les personnes âgées
- L'Amérique du Nord est-elle prête à une monnaie unique?
- Le développement durable – un enjeu transversal ou l'affaire d'un seul ministère
- Les résultats des élèves québécois selon l'étude PISA de l'OCDE – un indicateur intéressant

Guy, Linda; ministère de la Sécurité publique

- Ça chauffe dans l'Arctique!

Hastie, Diane; ministère des Finances

- L'agilité organisationnelle

Huppé, Réjean; Bureau de la Capitale-Nationale

- Rapport sur les tendances et conditions dans les 27 régions métropolitaines de recensement du Canada

Lalande, Pierre; ministère de la Sécurité publique

- Existe-t-il un lien entre les taux de criminalité et les taux d'incarcération?

Lamalice, Olivier; ministère de la Sécurité publique

- Comment expliquer la diminution de la criminalité?
- Intégration nord-américaine : le cas de l'immigration
- Les États-Unis auront-ils une loi contre les gangs de rue?
- Sévérité pénale, version britannique
- Une loi antiterroriste appliquée aux gangs de rue
- Une nouvelle exportation : les gangs de rue
- Y a-t-il des liens entre les gangs de rue et Al-Qaïda?

Marquis, Éric; ministère des Relations internationales

- Le pour et le contre sur l'exigence du passeport pour franchir la frontière des États-Unis
- Passeport ou permis de conduire? Quel document sera bientôt exigé pour voyager aux États-Unis?

Mercier, Dominic; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Des produits de consommation bourrés de substances chimiques ayant une action contaminante
- La mort de l'environnementaliste?
- Le Canada au sixième rang des pays en matière de durabilité environnementale
- L'environnement nous laissera-t-il vraiment une dernière chance avant que ne s'écroule notre civilisation?

Meunier, Paul; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Perspective sociale relative à l'établissement de débits environnementaux

Morin, Gaetan; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Vers de nouvelles avenues de gouvernance étatique

Noël, Roger; ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

- Formation d'une coalition des organismes gais et lesbiens des communautés culturelles

Parenteau, Paul; ministère des Relations internationales

- Élection à l'Organisation des États américains : c'est l'impasse

Robert, Patricia; Curateur public du Québec

- La gestion des agences administratives dans sept pays de l'OCDE

Royer, Vincent; ministère des Relations internationales

- Le développement d'un régime international visant la gestion durable de tous les types de forêts

Thomassin, Éric; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Actions pour des lieux de travail durables
- Éthique professionnelle et responsabilité sociale

Tremblay, Carole; Revenu Québec

- La santé psychologique du personnel, désormais une tendance émergente importante pour nos organisations
- Le passage obligé de la gestion de la santé mentale en milieu de travail et les pistes d'action à venir

Tremblay, Larry; Secrétariat du Conseil du trésor

- Le conflit entre le travail et la vie personnelle au Canada durant le nouveau millénaire : état de la question

Trudel, Robert; ministère des Relations internationales

- Le Traité constitutionnel européen : les raisons du rejet français

Vandenbergh, Alaric; ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

- Rapport de sondage : les attitudes des Européens à l'égard de l'environnement
- Une Organisation des Nations Unies pour l'environnement?

DOSSIERS**Blais, Pierre; ministère des Affaires municipales et des Régions**

- Le nouveau ministère québécois des Affaires municipales et des Régions par rapport aux autres ministères provinciaux chargés de ces fonctions
- Les grandes étapes de la décentralisation en France

Blanchette, Lise; Revenu Québec

- Comités consultatifs sur les conventions de performance et d'imputabilité dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec

Deschênes, Dany; ministère de la Sécurité publique

- Qu'est-ce que le Homeland Security?

Gagnon, Robert; Société d'habitation du Québec

- L'habitation au Québec – bulletin trimestriel de conjoncture – année 2004

Hitayezu, Félicien; ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

- L'alimentation santé : quand trois acteurs se rencontrent

Lacroix, Denise; ministère des Finances

- Impacts des changements démographiques sur l'économie, le marché du travail et les finances publiques du Québec

Lafamme, Guy; ministère du Conseil exécutif

- Évaluation des bénéfices et des coûts liés à la réglementation : les expériences états-unienne et européenne
- Les programmes mobilisateurs pour l'innovation industrielle en France

Lamalice, Olivier; ministère de la Sécurité publique

- Présentation schématique d'administrations publiques nord-américaines de sécurité

Leclerc, Richard; ministère des Relations internationales

- Perspectives de l'action internationale des États fédérés américains

Nteziryayo, Fides Paulin; ministère des Finances

- Améliorer la croissance et les finances publiques dans un contexte d'évolution démographique
- La dette publique : un défi prioritaire pour le Québec

Sirois, Marc; ministère des Finances

- Conjoncture économique : sommaire des prévisions du secteur privé
- Conjoncture économique au Canada
- Conjoncture économique au Québec
- Conjoncture économique au Royaume-Uni
- Conjoncture économique aux États-Unis
- Conjoncture économique dans la zone euro
- Diminution de l'indice de confiance des consommateurs au Québec
- Faits saillants de la conjoncture économique : d'août à octobre 2004
- Faits saillants de la conjoncture économique : de septembre à octobre 2004
- La conjoncture économique au Canada : de décembre 2004 à février 2005
- La conjoncture économique au Canada au premier trimestre 2005
- La conjoncture économique au Québec : de décembre 2004 à février 2005
- La conjoncture économique aux États-Unis en janvier et février 2005
- La conjoncture économique et les prévisions du secteur privé
- La conjoncture économique états-unienne de mars à mai 2005
- La politique monétaire canadienne en avril et mai 2005
- Le marché du travail au Québec en mars et avril 2005
- Le marché pétrolier et le prix des matières premières en avril 2005
- Le PIB réel en Chine et au Japon au premier trimestre 2005
- Le PIB réel par industrie au Québec : de décembre 2004 à février 2005
- Les exportations du Québec en août et septembre 2004
- Les exportations du Québec en janvier et février 2005
- Les marchés pétroliers et le prix des matières premières
- Les mises en chantier au Québec : de février à avril 2005
- L'ouverture de la Chine au commerce international
- Portrait macroéconomique et marché du travail en Chine
- Revue de l'emploi au Québec en 2004
- Suivi industriel au Québec : de mars à mai 2005
- Ventes au détail et prix à la consommation au Québec et au Canada

Soussi, Alin; Secrétariat du Conseil du trésor

- L'évolution des contrôles et de l'imputabilité dans les administrations publiques à travers les pays de l'OCDE

Villemagne, Éric; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

- L'économie du savoir au Québec

Liste des veilleures-coordonnatrices et des meilleurs-coordonnateurs

Ministère ou organisme	Nom	Courriel
Bureau de la Capitale-Nationale	Claire Tremblay	claire.tremblay@bcn.gouv.qc.ca
Curateur public du Québec	Malcolm St-Pierre (p. i.)	malcolm.st-pierre@curateur.gouv.qc.ca
Forum des grands organismes	Claude Champagne (p. i.)	claudc.champagne@rrq.gouv.qc.ca
Institut de la statistique du Québec	Normand Thibault	normand.thibault@stat.gouv.qc.ca
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Félicien Hitayezu	felicien.hitayezu@agr.gouv.qc.ca
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Marcel Ross	marcel.ross@mels.gouv.qc.ca
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Pierre Lefebvre	pierre.lefebvre@mess.gouv.qc.ca
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Roger Noël	roger.noel@micc.gouv.qc.ca
Ministère de la Culture et des Communications	André Sully	andre.sully@mcc.gouv.qc.ca
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine	Suzanne Lamy	suzanne.lamy@messf.gouv.qc.ca
Ministère de la Justice	Micheline Giguère (p. i.)	mgiguere@justice.gouv.qc.ca
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Michel Clavet	michel.clavet@mss.gouv.qc.ca
Ministère de la Sécurité publique	Olivier Lamalice	olivier.lamalice@msp.gouv.qc.ca
Ministère des Affaires municipales et des Régions	Pierre Blais	pierre.blais@mamr.gouv.qc.ca,
Ministère des Finances	Diane Hastie	diane.hastie@finances.gouv.qc.ca
Ministère des Relations internationales	Richard Leclerc	richard.leclerc@mri.gouv.qc.ca
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	Marthe Bouchard	marthe.bouchard@mrnf.gouv.qc.ca
Ministère des Services gouvernementaux	Olivier Putseys	olivier.putseys@msg.gouv.qc.ca
Ministère des Transports	Jean-François Guilloteau	jfguilloteau@mtq.gouv.qc.ca
Ministère du Conseil exécutif	Sébastien Daignault	sebastien.daignault@mce.gouv.qc.ca
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Dominic Mercier	dominic.mercier@mddep.gouv.qc.ca
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Éric Villemagne	eric.villemagne@mdeie.gouv.qc.ca
Ministère du Tourisme	Thomas Antil	thomas.antil@tourisme.gouv.qc.ca
Ministère du Travail	Denis Matte	denis.matte@travail.gouv.qc.ca
Revenu Québec	Lise Blanchette	liseblanchette@mrq.gouv.qc.ca,
Secrétariat du Conseil du trésor	Alin Soussi	asoussi@sct.gouv.qc.ca
Société d'habitation du Québec	Robert Gagnon	robert.gagnon@shq.gouv.qc.ca

Vous avez des questions à poser ou de l'information à faire partager? N'hésitez pas à communiquer avec le coordonnateur ou la coordonnatrice de votre ministère ou organisme.

Prospective est produit sous la coordination du
Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques
Ministère du Conseil exécutif
835, boulevard René-Lévesque Est, bureau 1.01
Québec (Québec) G1A 1B4
Téléphone : (418) 528-0659
Télécopieur : (418) 643-2570

Comité de rédaction

Pierre Blais, ministère des Affaires municipales et des Régions
Ugo-Mercier Gouin, ministère du Conseil exécutif
Olivier Lamalice, ministère de la Sécurité publique
Patricia Robert, Curateur public du Québec
André Sully, ministère de la Culture et des Communications

Révision linguistique

Michelle Collard, ministère du Conseil exécutif

Dépôt légal – 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1488-304X
© Gouvernement du Québec, 2005

Activités à venir à venir

Formation à la veille

Québec
Le mardi 6 décembre 2005, de 8 h 30 à 16 h 30

« La dynamique des régions au Québec et l'effet d'entraînement
du développement des grandes villes sur les régions »

« Du développement à la renaissance des régions »

Déjeuner-conférence avec MM. Mario Polèse, de l'INRS,
et Alejandro Rada Donath, de l'UQAC
Hôtel Palace Royal
Québec
Le mardi 27 octobre 2005, de 10 h 45 à 13 h 30

Pour vous y inscrire ou pour en savoir plus,
communiquez avec votre veilleure-coordonnatrice
ou votre meilleur-coordonnateur.

